



SESSION ORDINAIRE 2022-2023

5 JUILLET 2023

PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE

PROPOSITION DE RÉOLUTION

relative à l'instauration du service
communautaire obligatoire pour les
demandeurs d'emploi de longue durée en
Région de Bruxelles-Capitale

RAPPORT

fait au nom de la commission
des Affaires économiques et de l'Emploi

par Mme Khadija ZAMOURI (N)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : MM. Ridouane Chahid, Hasan Koyuncu, Sevker Temiz, Thomas Naessens, Mmes Farida Tahar, Clémentine Barzin, Anne-Charlotte d'Ursel, MM. Alain Vander Elst, Michaël Vossaert, Francis Dagrin, Luc Vancauwenberge, Mme Soetkin Hoessen, M. Gilles Verstraeten, Mme Khadija Zamouri.

Membres suppléants : MM. John Pitseys, Emmanuel De Bock.

Autre membre : M. Jamal Ikazban.

Voir :

Document du Parlement :

A-621/1 – 2022/2023 : Proposition de résolution

GEWONE ZITTING 2022-2023

5 JULI 2023

BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

Betreffende de invoering van de verplichte
gemeenschapsdienst voor langdurig
werkzoekenden in het
Brussels Hoofdstedelijk Gewest

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Economische Zaken en de
Tewerkstelling

door mevr. Khadija ZAMOURI (N)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Vaste ledende heren Ridouane Chahid., Hasan Koyuncu, Sevket Temiz, Thomas Naessens, mevr. Farida Tahar, mevr. Clémentine Barzin, mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, de heren Alain Vander Elst, Michaël Vossaert, Francis Dagrin, Luc Vancauwenberge, mevr. Soetkin Hoessen, de heer Gilles Verstraeten, mevr. Khadija Zamouri.

Plaatsvervangers: de heren John Pitseys, Emmanuel De Bock.

Ander lid: de heer Jamal Ikazban.

Zie:

Stuk van het Parlement:

A-621/1 – 2022/2023: Voorstel van resolutie

I. Exposé introductif de M. Gilles Verstraeten, premier co-auteur de la proposition de résolution

M. Gilles Verstraeten estime que l'intention du texte proposé est claire, permettant un exposé bref. Au vu des longues discussions qui ont eu lieu la semaine dernière autour du bilan de compétences, l'orateur s'attend à une forte réticence à l'égard de sa proposition de résolution. C'est peut-être simplement dû au fait qu'elle contient le mot « obligatoire ». Pour de nombreux collègues, cette dimension est difficile à accepter.

De nombreux chiffres figurent dans les développements. Entre-temps, certains d'entre eux sont dépassés. Ils datent effectivement de la fin de l'année dernière, et les choses évoluent. Certes, durant plusieurs années de chiffres prometteurs - certainement jusqu'en 2017/2018 -, nous avons pu constater une forte baisse du chômage des jeunes. Mais dans un certain nombre de domaines, nous avons stagné en ce qui concerne la baisse du chômage, et l'on observe à nouveau des chiffres inquiétants. Le nombre de chômeurs est en hausse. On constate une diminution du nombre d'offres d'emploi en Région bruxelloise et il importe de veiller à ce que l'évolution positive qui s'est produite ne devienne pas une tendance qui commence à vaciller.

Il faut donc explorer des mesures d'activation. Le rôle d'activateur que joue Actiris doit être renforcé et soutenu. Les ambitions formulées par le gouvernement, qui souhaite contribuer à l'ambition nationale d'atteindre un taux d'emploi de 80 %, doivent être soutenues. À l'échelle de la réalité bruxelloise et compte tenu de notre contexte particulier, cela signifie que nous devrions tendre vers 75 % au sein de la Région.

Cela implique l'activation de 10 % de la population bruxelloise qui est en âge de travailler mais n'a pas d'emploi ou qui n'est actuellement même pas active sur le marché du travail.

Cette résolution s'adresse aux personnes à la recherche d'un emploi, qui sont en principe inscrites chez Actiris et bénéficient normalement d'allocations de chômage, sauf si ce sont des personnes qui bénéficient d'une autre forme d'allocation en raison de leur inactivité, mais qui souhaitent tout de même travailler. Cela concerne donc des bénéficiaires du revenu d'intégration, des demandeurs d'emploi inscrits chez Actiris, qui ne sont pas parvenus à trouver un emploi durant deux ans. Cela peut arriver, en dépit des efforts déployés et des formations.

Par analogie avec le système qui a également été instauré en Flandre, la N-VA souhaite qu'une autre solution soit envisagée quand quelqu'un ne parvient pas concrètement à trouver de l'embauche au bout de deux ans. L'objectif est d'acquérir tout de même de l'expérience, d'aider ces personnes à renouer avec la société en effectuant des tâches pertinentes socialement et à bas seuil, par exemple auprès des pouvoirs locaux, d'ASBL, d'écoles ou dans l'économie sociale.

I. Inleidende uiteenzetting van de heer Gilles Verstraeten, eerste mede- indiener van het voorstel van resolutie

De heer Gilles Verstraeten vindt dat de intentie van voorgestelde tekst duidelijk is wat een kort betoog toelaat. Op basis van de lange discussies die gevoerd werden vorige week rond de competentiebalans verwacht de spreker veel weerstand te zullen ondervinden voor zijn voorstel van resolutie. Dit komt wellicht louter omwille van het feit dat hierin het woordje “verplicht” voorkomt. Voor heel wat collega's is dat een moeilijk gegeven om te aanvaarden.

In de toelichting komen heel wat cijfers voor. Ondertussen zijn er een aantal hiervan achterhaald. Zij dateren immers van eind vorig jaar en de dingen evolueren. Gedurende enkele jaren kende men veelbelovende cijfers - zeker tot 2017/2018 - en kon men een felle daling vaststellen van de jeugdwerkloosheid. Op een aantal vlakken zijn we gestagneerd wat betreft de werkloosheidsdaling en men stelt opnieuw verontrustende cijfers vast. Het aantal werklozen stijgt. Men stelt een daling vast van het aantal vacatures in het Brussels Gewest en men moet derhalve opletten dat de goede evolutie die er geweest is niet een trend is die begint te keren.

Men moet derhalve op zoek gaan naar activerende maatregelen. Actiris heeft een activerende rol en deze moet versterkt worden en ondersteund. De ambities die de regering heeft geformuleerd om deel te nemen aan de nationale ambitie om te komen tot een werkzaamheidsgraad van 80% moet ondersteund worden. Vertaald naar de Brusselse realiteit en rekenschap houdend met onze bijzondere context betekent dit dat wij richting 75% zouden moeten gaan in het Gewest.

Dit impliceert een activering van 10% van de Brusselse bevolking die op arbeidsleeftijd is maar die geen job heeft of zelfs niet actief is op de arbeidsmarkt op dit moment.

Deze resolutie is gericht op mensen die werk zoeken zijn, die in principe ingeschreven zijn bij Actiris en normaal gezien een werkloosheidsuitkering genieten tenzij wanneer het mensen zijn die vanuit de niet-activiteit een andere vorm van uitkering bekomen maar toch aan de slag willen gaan. Het betreft dan leefloners, mensen die ingeschreven zijn bij Actiris, werkzoekend zijn maar die gedurende twee jaar er niet in slaagden om een job te verwerven. Dit kan het geval zijn ondanks inspanningen en opleidingen.

In navolging van het systeem dat men in Vlaanderen ook heeft ingevoerd, wil N-VA bij de vaststelling dat wanneer iemand in feite gedurende twee jaar lang er niet in slaagt om een job aan te vatten er naar een andere oplossing wordt gezocht. Bedoeling is toch om enige ervaring te verwerven, om die personen weer aansluiting te doen vinden met de samenleving door maatschappelijk relevante en laagdrempelige taken op te nemen bijvoorbeeld bij de lokale besturen, bij vzw's, bij scholen, in de sociale economie.

Il s'agit d'une dernière solution, qui a été introduite en Flandre pour une durée de maximum deux jours par semaine, pendant six mois maximum. Cette mesure est complémentaire aux autres mesures d'orientation qui sont fixées avec Actiris. Cela doit se faire avec le bilan de compétences. L'objectif est d'entraîner les gens dans un rythme de travail, de leur permettre de faire quelque chose de pertinent socialement afin qu'ils aient davantage envie d'aller travailler, tout en acquérant certaines compétences de base.

Il s'agit ici également des attitudes de base, telles que se présenter à l'heure à son travail et pouvoir s'intégrer dans un environnement professionnel. Cela ne va pas nécessairement de soi pour tout le monde. Des formations peuvent être prévues, mais dans certains cas ce n'est pas une mauvaise idée d'y ajouter une expérience pratique, dans l'espoir d'accéder à un emploi régulier plus rapidement grâce à ce service communautaire, mais également grâce à l'accompagnement d'Actiris, qui reste fondamental.

Il faut qu'un dédommagement de principe soit prévu en contrepartie. En Flandre, ce dédommagement s'élève à 1,30 euro brut par heure prestée. La résolution ne contient aucun chiffre à ce sujet, et l'on peut discuter d'une éventuelle révision légèrement à la hausse de ce montant. Il est essentiel que ce service communautaire prévienne également la garde des enfants de ceux qui l'effectuent. Les frais de transport sont également pris en charge. L'idée n'est pas de causer des problèmes dans la vie privée ou familiale de ces personnes ou de leur imposer des frais.

Il s'agit d'une proposition visant à introduire un outil supplémentaire. C'est une mesure à envisager en dernier recours si cela ne fonctionne pas pour les gens, pour ceux qui ont de réelles difficultés à s'insérer sur le marché du travail régulier, afin d'ainsi les rapprocher du marché, de telle sorte qu'ils finissent par trouver un emploi.

Un bon emploi stable est la meilleure source d'émancipation qui existe pour avancer dans la vie, pour gagner en autonomie, pour prendre le contrôle sur sa propre vie.

Les demandeurs d'emploi de longue durée constituent un groupe quelque peu oublié. Avec les chiffres élevés du chômage, on a eu tendance à mettre l'accent sur les jeunes chômeurs et les personnes qui sont au chômage depuis peu de temps.

Si nous voulons contribuer à l'ambition nationale d'atteindre un taux d'emploi de 80 %, nous devons accorder beaucoup plus d'attention à des groupes comme les demandeurs d'emploi de longue durée. Il en va de même, par exemple, pour les malades de longue durée. Pour eux aussi, il faut envisager des solutions adaptées.

L'orateur conclut en espérant que les commissaires soutiendront sa proposition et se dit curieux de connaître leur opinion à cet égard.

Het is een laatste oplossing en in Vlaanderen werd dit ingevoerd voor maximum twee dagen per week maximaal gedurende zes maanden. Het is een bijkomende maatregel naast de andere maatregelen van begeleiding die gebeuren met Actiris. Dit dient te gebeuren met de competentiebalans. Bedoeling is mensen in een werkritme te krijgen, om ze is maatschappelijk relevant te laten doen zodat zij meer zin in krijgen om te gaan werken en ook om wat basiscompetenties te verwerven.

Het betreft hier ook basisattitudes zoals het op tijd opdagen op zijn werk en zich kunnen inschakelen in een professionele omgeving. Dit is niet voor iedereen even vanzelfsprekend. Men kan opleidingen voorzien maar in sommige gevallen is het geen slecht idee om daar gewoon praktijkervaring aan toe te voegen in de hoop dat men met deze gemeenschapsdienst maar ook met de andere begeleiding van Actiris die het focaal punt blijft, sneller aan de slag geraakt met een reguliere arbeid.

Er moet principieel hier een vergoeding tegenover staan. In Vlaanderen staat hier tegenover een vergoeding van 1,3 bruto euro per gewerkt uur. De resolutie bevat hierover geen cijfers en men kan discussiëren of dit niet wat hoger zou kunnen zijn. Het is essentieel dat die gemeenschapsdienst ook kinderopvang voorziet voor wie gemeenschapsdienst verricht. Ook zijn vervoersonkosten voorzien. Het kan niet de bedoeling zijn om deze mensen met hun privé- of een familieleven in de problemen te brengen of ze op kosten te jagen.

Het is een voorstel om een bijkomend instrument te openen. Het is een last resort-maatregel om te zien of dat dan al of niet werkt voor mensen voor wie het echt moeilijk is om ze op de reguliere markt aan de slag te gaan en ze op deze manier dichter bij de markt te brengen zodanig dat zij uiteindelijk toch een job vinden.

Een goede stabiele job is de beste emancipatie die bestaat om vooruit te geraken in het leven, om autonomie te verwerven, om het eigen leven in handen te nemen.

De langdurige werklozen zijn een groep die een beetje vergeten wordt. Bij de hoge werkloosheidscijfers heeft men de neiging gehad om hard in te zetten op jonge werklozen en mensen die recent werkloos zijn geworden.

Als men wil bijdragen tot de nationale ambitie van 80% tewerkstelling zullen wij veel meer aandacht moeten besteden aan groepen zoals langdurig werklozen. Evengoed is dit het geval bijvoorbeeld voor mensen die langdurig ziek zijn. Ook daar moet men op zoek gaan naar aangepaste oplossingen.

De spreker besluit met de hoop dat de commissarissen zijn voorstel zouden steunen en is benieuwd naar hun opinie hierover.

II. Discussion générale

Mme Khadija Zamouri remercie M. Verstraeten pour sa proposition intéressante. L'oratrice elle-même mène une grande réflexion à cet égard. En Flandre, l'Open Vld a soutenu cette initiative.

Certains des points soulevés ici par les collègues dans la résolution sont tout à fait corrects. Ils correspondent à bon nombre d'arguments que l'Open VLD défend invariablement au sein de cette commission. Un emploi est le meilleur moyen de développer un réseau social, de prendre part à la société.

Un lien fort avec la Flandre est souhaitable, non seulement pour l'orientation des demandeurs d'emploi, mais aussi plus largement. Bruxelles devrait raisonner et fonctionner comme une région métropolitaine, tant vis-à-vis de la communauté francophone que de la communauté néerlandophone, et surtout par rapport à l'offre et la demande de main-d'œuvre, mais aussi, par exemple, pour la mobilité et d'autres secteurs.

Cela permettrait de réduire le décalage entre l'offre et la demande sur les marchés du travail bruxellois et flamand. Nous trouvons bien normal que les Belges fassent la navette jusqu'à la capitale, il est donc également logique que les Bruxellois fassent de même dans le reste de la Belgique. Actiris y consacre déjà beaucoup de temps et d'énergie. Non seulement grâce à l'accord de coopération avec le VDAB mais aussi, comme nous l'apprenions dans le dernier contrat de gestion d'Actiris, en mettant l'accent sur le bilan de compétences et donc sur le bilinguisme ou le multilinguisme, ainsi que sur l'accompagnement sur mesure. On peut se référer à la Flandre à cet égard.

Les quatre premiers paragraphes des développements mettent fortement l'accent sur la pénurie de main-d'œuvre et les opportunités d'emploi en Flandre. Le service communautaire n'aura qu'un effet à long terme sur ce plan et ne suffira pas à lui seul. Le service communautaire est un moyen d'activer les gens, par l'expérience du travail et un changement d'attitude et d'habitude.

Un service communautaire doit être productif et axé sur les compétences. Il doit offrir des options/des choix. Il doit raviver l'intérêt pour le travail. L'accompagnement à l'emploi en Flandre requiert des efforts supplémentaires. La résolution y fait partiellement référence avec sa demande de « stage d'expérience professionnelle activant dans le cadre d'un parcours de renforcement des compétences ».

Mais il est dommage que cette idée n'ait pas été davantage développée dans les demandes. Qu'entend-on exactement par-là ? Quelles sont les modalités ? Une demande au gouvernement mérite d'être davantage étayée, au lieu d'être limitée à la mention « comme en Flandre ».

Actiris et les CPAS sont déjà fortement impliqués dans l'activation des demandeurs d'emploi de longue durée et l'incitation à trouver un emploi en Flandre. L'option de la formation doit également être une alternative, et le rester. Ces mesures doivent être évaluées, voire renforcées. Elles sont intégralement liées au service communautaire dans le concept

II. Algemene bespreking

Mevrouw Khadija Zamouri dankt de heer Verstraeten voor dit interessant voorstel. Zelf denkt de spreker hier veel over na. In Vlaanderen heeft open VLD dit ondersteund.

Een aantal punten die hier in de resolutie van de collega's worden aangehaald zijn heel terecht. Ze sluiten aan bij veel van wat Open VLD steevast beargumenteert in deze commissie. Een job is de beste manier om een sociaal netwerk uit te bouwen, om een deel van de maatschappij te worden.

Een sterke link met Vlaanderen is goed, zowel in de begeleiding van werkzoekenden als breder. Brussel moet redeneren en functioneren als een metropolitane regio, zowel naar Franstalige als naar Nederlandstalige gemeenschap en vooral in de vraag en het aanbod van arbeid, maar ook bv. in mobiliteit en andere sectoren.

De mismatch tussen vraag en aanbod op de Brusselse en Vlaamse arbeidsmarkt zou hierdoor verminderd worden. We vinden het logisch dat Belgen pendelen naar de hoofdstad, dan moet het ook logisch zijn dat Brusselaars naar de rest van België pendelen. Actiris steekt hier al veel tijd en energie in. Zo is er het samenwerkingsakkoord met de VDAB en, zoals we uit het laatste beheerakkoord met Actiris leerden, de focus op de competentiebalans en dus de twee- of meertaligheid, alsook het geïndividualiseerde traject. Men kan hierbij verwijzen naar Vlaanderen.

De eerste vier alinea's van de toelichting focussen sterk op het tekort op de arbeidsmarkt en de jobopportunities in Vlaanderen. Gemeenschapsdienst zal enkel op lange termijn daar een effect op hebben en op zijn eentje niet voldoende zijn. De gemeenschapsdienst is een middel om mensen te activeren door werkervaring en de attitude, de gewoonte terug te veranderen.

Een gemeenschapsdienst moet productief en competentiegericht zijn. Het moet opties/keuzes geven. Het moet de waardering voor werk terug aanwakkeren. Het toeleiden naar jobs in Vlaanderen vereist extra inspanningen. De resolutie verwijst daar deels naar met haar verzoek voor "activerende werkervaringsstage binnen een competentieversterkend traject".

Maar het is jammer dat dit idee niet verder uitgewerkt wordt in de verzoeken. Wat wordt er precies mee bedoeld, wat zijn de modaliteiten? Een verzoek aan de regering mag iets meer sturend zijn dan "zoals in Vlaanderen".

Actiris en de OCMW's zetten al sterk in op de activering van langdurig werkzoekenden en op de aanmoediging naar jobs in Vlaanderen. Ook opleiding moet een alternatieve optie zijn en blijven. Die maatregelen moeten geëvalueerd en zelfs versterkt worden. Die zijn integraal verbonden met de gemeenschapsdienst in het integrale concept van een

global d'un parcours d'activation. Pourtant, la résolution y fait peu référence. Une visite du Conseil de la Commission communautaire flamande a été organisée aux Pays-Bas, où depuis des années, des parcours particuliers sont adaptés sur mesure à chaque individu, par exemple pour les mères avec des enfants en bas âge. Le monde est plus vaste que la Flandre.

À l'instar de la Flandre, et comme l'indique la résolution, il s'agit d'établir le mieux possible un lien avec le niveau local. Il faut partir d'un besoin. Aux Pays-Bas, par exemple, les métiers du secteur des soins sont soutenus par le service communautaire. Un tel besoin existe également à Bruxelles dans certains secteurs, notamment la propreté et les soins. La possibilité de choisir, l'acquisition de compétences et le bas seuil, tels sont les avantages du service communautaire. Afin de réactiver ces personnes et les propulser vers un emploi permanent.

Par ailleurs, avec ses dix-neuf communes, Bruxelles se trouve dans une position différente de la plupart des communes flamandes. Cela doit se refléter dans une gestion différente pour les communes. Nous devons également veiller à ne pas créer une économie parallèle par le biais du service communautaire, dans laquelle davantage de temps et de ressources seraient mobilisés par l'organisation, avec une main-d'œuvre gratuite.

À cet égard, l'oratrice estime que dans une ville comme Bruxelles, il est trop restrictif de se concentrer sur le français et le néerlandais. L'anglais, en tant que *lingua franca* non officielle, devrait à l'évidence être stimulé. Selon l'Open Vld, cette résolution passe à côté des différentes questions prioritaires et du contexte (bruxellois).

L'Open Vld est favorable à un service communautaire activant qui permettrait aux demandeurs d'emploi d'acquérir différentes expériences et compétences. Le service communautaire figure dans l'accord de majorité flamand à la demande de l'Open Vld. Le service communautaire doit en outre apporter une valeur ajoutée au demandeur d'emploi, et non servir de mécanisme punitif. S'il est exécuté correctement, il sera bénéfique à la fois pour le demandeur d'emploi et pour la société.

Aux Pays-Bas, ils vont bien plus loin. Ils travaillent non seulement avec des demandeurs d'emploi, mais aussi avec des personnes qui doivent être réinsérées dans la société, depuis les prisons. Même ces dernières sont prises en considération. Par exemple, l'oratrice explique que, lors d'une visite de la cuisine d'une maison de repos et de soins, on pouvait voir des prisonniers (non libérés, donc) qui cuisinaient et effectuaient d'autres tâches. Cela fait partie de la réflexion.

La proposition est donc très intéressante, mais elle doit être budgétisée et faire l'objet d'une réflexion plus approfondie. Le calendrier n'est pas idéal.

M. Alain Vander Elst explique que le groupe MR est favorable à un changement dans la manière dont la politique de chômage fonctionne aujourd'hui, et ce sur plusieurs plans. Pour réduire la pression fiscale sur les travailleurs, il est indispensable de mener, en parallèle, une ambitieuse réforme

activeringstraject. Toch verwijst de resolutie hier weinig naar. Met de Raad van de VGC is men naar Nederland gegaan waar dit al jaren aan de gang is met bijzondere trajecten op maat van de persoon, bijvoorbeeld voor moeders met kleine kinderen. De wereld is groter dan Vlaanderen.

Zoals in Vlaanderen, en zoals de resolutie aangeeft, moet daarbij zoveel mogelijk connectie gezocht worden met het lokale niveau. Het moet werken vanuit een nood. In Nederland wordt bv. de zorgsector ondersteund door de gemeenschapsdienst. Die nood is er ook in Brussel in bepaalde sectoren, o.a. netheid en de zorg. Keuzemogelijkheid, competenties verwerven en laagdrempeligheid, dat zijn voordelen van gemeenschapsdienst. Om hen vervolgens te reactiveren en te stuwen naar een permanente job.

Anderzijds bevindt Brussel, met de 19 gemeenten, zich in een andere positie dan de meeste Vlaamse gemeenten. Dat moet dan ook een andere regierol voor de gemeenten met zich meebrengen. We moeten ons er ook voor behoeden dat we via de gemeenschapsdienst een parallelle economie zouden creëren, waar er meer tijd en middelen in het beheer kruipen met gratis werkkrachten.

Daarop verdergaand vindt de spreekster het in een stad als Brussel te beperkend om te focussen op Frans en Nederlands. Zeker het Engels, als onofficiële *lingua franca*, zou aangemoedigd moeten worden. Open VLD mist in deze resolutie de verschillende (Brusselse) aandachtspunten en context.

Open VLD is voor een activerende gemeenschapsdienst die werkzoekenden toelaat verschillende ervaringen en competenties op te doen. Gemeenschapsdienst zit in het Vlaams Regeerakkoord op vraag van Open VLD. Gemeenschapsdienst moet daarbij een meerwaarde voor de werkzoekende betekenen en niet als strafmechanisme gehanteerd worden. Bij een goede toepassing zal het een voordeel zijn voor werkzoekende én maatschappij.

In Nederland gaat men veel verder. Daar gaat men niet enkel met werkzoekenden maar ook met mensen die opnieuw geïntegreerd moeten worden in de maatschappij vanuit de gevangnissen aan de slag. Ook zij worden ingezet. Bijvoorbeeld herinnert de spreekster zich dat bij dit bezoek in de keuken van een woonzorgcentrum er gezien werd hoe gevangenen (dus niet vrijgelatenen) kookten en andere taken verrichtten. Het maakt deel van de reflectie.

Het voorstel is dus erg interessant maar het moet begroot worden en er moet verder over nagedacht worden. De timing nu is niet perfect.

De heer Alain Vander Elst legt uit dat de MR-Fractie voorstander is van een wijziging van de manier waarop het werkloosheidsbeleid vandaag werkt. Dat beleid is op verschillende vlakken aan verandering toe. Om de belastingdruk op werknemers te verlichten, is het van

du marché de l'emploi. Des initiatives comme celle-ci sont de nature à remplir cet objectif.

La solidarité entre l'État et les citoyens constitue le socle de nos démocraties modernes. Cependant, c'est une solidarité qui doit aller dans les deux sens. D'une part, il incombe à l'État d'être solidaire envers ses citoyens, en garantissant l'accès équitable aux services publics tels que l'éducation, la santé et la sécurité sociale. L'État a également la responsabilité de protéger les droits et les libertés des individus, de promouvoir l'égalité des chances et de réduire les inégalités sociales. D'autre part, les citoyens doivent également être solidaires envers l'État en respectant les lois, en contribuant de manière équitable à l'impôt et en s'engageant activement dans la vie civique. Cette solidarité est essentielle pour assurer le fonctionnement harmonieux de la société et la réalisation des objectifs collectifs. De fait, l'État et les citoyens sont donc liés par une relation de réciprocité où la solidarité est à la fois un droit et un devoir, créant ainsi les fondements d'une société plus juste et équilibrée. En somme, c'est le contrat social qui régit la bonne conduite de nos sociétés et l'équilibre entre les gouvernés et les gouvernants.

La proposition d'instaurer un service communautaire obligatoire à Bruxelles est une bonne chose. Il faut être capable de regarder les choses sans œillères partisans. Ce service est un stage d'activation et d'expérience professionnelle dans le cadre d'un parcours de renforcement des compétences. Professionnellement, c'est une bonne chose. Sur le plan personnel, c'est aussi un fantastique levier d'intégration sociale pour tous ceux qui dut fait de leur inactivité se retrouvent en marge de la société.

Concernant le caractère obligatoire, cette mesure ne serait applicable qu'après deux ans, comme solution de « dernier recours ». Il n'est pas complètement invraisemblable de tenter de garder un liant fort entre une personne au chômage et la société.

De plus, le texte précise qu'il faut miser en priorité sur l'acquisition ou l'amélioration de la connaissance du français et du néerlandais. Encore une fois, est-ce invraisemblable de demander à des demandeurs d'emploi d'apprendre une des deux langues ? C'est d'ailleurs une mesure que le MR soutient et qui fait écho à sa proposition de résolution sur l'apprentissage des langues.

L'activation des demandeurs d'emploi est indispensable pour maintenir le développement économique de notre Région et garantir l'épanouissement de chaque personne. Ce service communautaire obligatoire est de nature à remettre les demandeurs d'emploi dans un circuit de travail de façon positive et cela permet également de nourrir le sentiment de citoyenneté. Il faut sortir ces personnes de l'isolement et ne plus les laisser dans une précarité sociale. C'est une main tendue.

essentieel belang om tegelijkertijd een ambitieuze hervorming van de arbeidsmarkt door te voeren. Initiatieven zoals dit kunnen bijdragen tot het bereiken van de doelstellingen.

Solidariteit tussen de staat en zijn burgers is de hoeksteen van onze moderne democratieën. Die solidariteit moet echter van twee kanten komen. Aan de ene kant is het de verantwoordelijkheid van de staat om solidair te zijn ten aanzien van zijn burgers door voor allen gelijke toegang te garanderen tot openbare diensten zoals onderwijs, gezondheidszorg en sociale zekerheid. De staat heeft ook de verantwoordelijkheid om de rechten en vrijheden van individuen te beschermen, gelijke kansen te bevorderen en sociale ongelijkheid te verminderen. Anderzijds moeten burgers ook solidair zijn met de staat door de wet te respecteren, billijk bij te dragen aan de belastingen en actief deel te nemen aan het maatschappelijke leven. Die solidariteit is essentieel voor het goed functioneren van de samenleving en het bereiken van collectieve doelstellingen. De staat en zijn burgers zijn dus verbonden door een wederkerige verhouding waarin solidariteit zowel een recht als een plicht is. Die verhouding vormt de basis van een rechtvaardigere en evenwichtigere samenleving. Kortom, dat sociale contract leidt het samenleven in goede banen en zorgt voor een evenwicht tussen burgers en beleidsmakers.

Het voorstel om een verplichte gemeenschapsdienst in Brussel in te voeren is een goede zaak. We moeten de zaken zonder partijdige oogkleppen kunnen bekijken. Die gemeenschapsdienst komt neer op een stage waarbij de betrokkenen beroepservaring kunnen opdoen, als onderdeel van een traject om vaardigheden op te bouwen. Dat is niet alleen beroepsmatig gezien een goede zaak. Ook op persoonlijk vlak fungeert de gemeenschapsdienst als een fantastische hefboom voor sociale integratie voor al diegenen die zich door hun inactiviteit in de marge van de samenleving bevinden.

Wat het verplichte karakter van de maatregel betreft, hij zou pas na twee jaar van toepassing zijn, als een "laatste redmiddel". Het is niet onredelijk om te proberen een sterke band te behouden tussen een werkzoekende en de maatschappij.

Bovendien bepaalt de tekst dat de nadruk moet liggen op het verwerven of verbeteren van de kennis van het Frans en het Nederlands. Is het onredelijk om werkzoekenden te vragen een van beide talen te leren? De MR-fractie is daar voorstander van, temeer omdat dat aansluit bij haar voorstel van resolutie over het leren van talen.

De activering van werkzoekenden is van primordiaal belang om de economische ontwikkeling van het Brussels Gewest in stand te houden en de ontplooiing van elk individu te garanderen. De verplichte gemeenschapsdienst kan werkzoekenden op een positieve manier opnieuw inschakelen op de arbeidsmarkt en hun gevoel van burgerschap bevorderen. We moeten die personen uit hun isolement halen en ze niet langer in een kwetsbare sociale situatie laten zitten. Met de gemeenschapsdienst reiken we hun een helpende hand.

Comme indiqué précédemment, il s'agit d'une solution de dernier recours. Le groupe MR souhaite insister sur le fait qu'afin d'éviter d'avoir recours à ce dernier dispositif, il est essentiel que toute une série de mesures appropriées soient adoptées en amont. L'apprentissage obligatoire des langues, avoir un système de contrôle des disponibilités efficace, améliorer la formation demandeurs d'emploi vers les métiers en pénurie et envisager une réforme ambitieuse de l'alternance sont autant de mesures qui devraient aider un individu à ne pas recourir à ce dernier dispositif.

Le manque de mesures d'activation appuyées et de soutien adéquat pour les personnes en situation de précarité conclut à leur isolement social et sociétal. Cette absence de mesures concrètes les maintient dans un cercle vicieux de pauvreté et d'exclusion sociale, les privant ainsi de toute chance de s'épanouir pleinement et de contribuer à la société. Il est essentiel de prendre des mesures concrètes pour briser ce cycle et offrir des opportunités équitables à ces chercheurs d'emploi de longue durée, afin de favoriser une société plus inclusive et solidaire.

Pour ces raisons, et de manière constructive mais en rappelant bien tous les préalables qui doivent mieux aider à retrouver un emploi bien avant la fin des deux ans de chômage, le groupe MR soutiendra ce texte.

M. Hasan Koyuncu, reconnaissant le sérieux du travail effectué pour rédiger cette proposition, s'insurge contre cette vision fonctionnelle, mécanique et démagogique de la société. Que cela se fasse dans d'autres régions du pays n'est pas un argument suffisant pour le transposer à dans notre Région. Bruxelles mise sur l'intelligence des personnes, ne culpabilise pas et n'accable pas mais choisit la voie de l'accompagnement. Perplexe, l'orateur ne perçoit pas le lien entre un chômeur de longue durée et un service communautaire obligatoire. Imaginer résoudre un problème structurel de chômage de longue durée en réduisant de force les chômeurs de longue durée est illusoire. En outre, le travail forcé ne fait pas partie de la conception de la société du groupe socialiste. Proposer 1,30 euro brut de l'heure pour des demandeurs d'emploi de longue durée en guise de rémunération est totalement indigne et inacceptable.

Certes, il y a un problème de compétences. Certes, il y a parfois un problème de niveau scolaire et universitaire. Des moyens manquent parfois pour de nouvelles offres de formation ou pour réaliser un bilan de compétences systématique. Néanmoins, prétendre résorber le chômage de longue durée et l'inadéquation de formation en travaillant, par exemple, comme accompagnateur dans une école est irréaliste et démontre une méconnaissance de l'école et de son fonctionnement. Être accompagnateur d'école nécessite une expérience dans le domaine de l'enfance, requiert de pouvoir gérer le stress ou des conflits, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Avoir été inactif professionnellement n'implique pas de pouvoir assurer toutes ces tâches.

Nogmaals, het betreft een laatste redmiddel. Voor de MR-fractie is het erg belangrijk dat er in een vroeger stadium een hele reeks passende maatregelen wordt genomen om ervoor te zorgen dat het laatste redmiddel niet ingezet hoeft te worden. Ik denk daarbij aan maatregelen zoals verplicht taalonderwijs, een doeltreffend systeem voor beschikbaarheidscontrole, een betere opleiding voor werkzoekenden voor knelpuntberoepen en een ambitieuze hervorming van het duaal leren.

Door het gebrek aan krachtadige activeringsmaatregelen en adequate ondersteuning voor mensen in precare situaties raken zij sociaal en maatschappelijk geïsoleerd. Door dat gebrek aan concrete maatregelen blijven ze vastzitten in een vicieuze cirkel van armoede en sociale uitsluiting, waardoor ze geen enkele kans krijgen om zich ten volle te ontwikkelen en bij te dragen aan de samenleving. Het is essentieel om concrete maatregelen te nemen om die spiraal te doorbreken en eerlijke kansen te bieden aan langdurig werkzoekenden, om op die manier een inclusievere en solidairdere samenleving te bevorderen.

Om die redenen wil de MR-fractie zich constructief opstellen en zal ze de tekst steunen, waarbij we wel nogmaals willen benadrukken dat het belangrijk is om in te zetten op voorafgaande maatregelen om mensen te helpen om ruim voor het einde van de twee jaar werkloosheid een baan te vinden.

De heer Hasan Koyuncu erkent dat dit voorstel werd opgesteld op basis van ernstig voorbereidend werk, maar hekelt de functionele, mechanische en demagogische visie op de samenleving waarvan het getuigt. Het feit dat andere gewesten van het land een gemeenschapsdienst hebben ingevoerd, is geen voldoende argument om die maatregel in Brussel over te nemen. Het Brussels Gewest vertrouwt op de intelligentie van mensen, geeft ze geen schuldgevoel of veroordeelt ze niet, maar kiest ervoor hen te begeleiden. De heer Koyuncu is verbouwereerd, want hij ziet het verband niet tussen langdurig werklozen en de verplichte gemeenschapsdienst. Denken dat een structureel probleem van langdurige werkloosheid opgelost kan worden door langdurig werklozen onder dwang te heropvoeden is een illusie. Bovendien maakt gedwongen arbeid geen deel uit van het maatschappijbeeld van de PS-fractie. Langdurig werkzoekenden een zogenaamd loon aanbieden van 1,30 euro bruto per uur is volstrekt onwaardig en onaanvaardbaar.

Het klopt dat er een probleem is met vaardigheden en het is ook waar dat er soms problemen zijn met het scholings- of universitair niveau. Soms ontbreken de middelen voor een nieuw opleidingsaanbod of voor een systematische competentiebalans. Beweren dat langdurige werkloosheid en ontoereikende opleiding kunnen worden opgelost door iemand bijvoorbeeld als schoolbegeleider aan het werk te zetten, is echter onrealistisch en getuigt van een gebrek aan inzicht in scholen en hun werking. Schoolbegeleider zijn vereist ervaring met kinderen en het vermogen om met stress en conflicten om te gaan en dat is niet iedereen gegeven. Het feit dat iemand een tijd geen beroep heeft uitgeoefend, betekent niet dat hij al die taken kan uitvoeren.

Boucher les trous à la marge d'un problème ne sera jamais une solution durable. D'abord, l'augmentation du taux d'emploi à Bruxelles est supérieure aux deux autres Régions, ce qui est très encourageant. Le nombre de Bruxellois exerçant un job de qualité demeure un objectif en soi. Le groupe PS est favorable à un bilan de compétences systématique. L'ordonnance vient d'ailleurs d'être votée. Le groupe PS est tout autant favorable à un accompagnement dans les compétences linguistiques lorsqu'il est requis. Dans le cas contraire, cela peut constituer un frein à l'intégration des personnes avec peu de qualification sur le marché de l'emploi. Les socialistes ne veulent pas accabler les chômeurs en les stigmatisant. Ils souhaitent pour un accord de coopération des politiques croisées emploi formation qui pérennisera les moyens issus de la sixième réformée de l'État. Ils sont pour l'intégration de Bruxelles Formation et du SFPME et pour l'augmentation du revenu de formation de 2 à 3 ou 4 euros en les défiscalisant. Enfin, ils sont également favorables à une réduction du temps de travail contraint pour libérer du temps pour des tâches choisies. Croire que les personnes au chômage depuis longtemps ne font rien, c'est mal comprendre le monde du travail. On ne choisit pas toujours de ne pas avoir de travail. Les circonstances de la vie, les attentes des employeurs, les pièges à l'emploi peuvent expliquer que nombre de nos concitoyens sont chômeurs de longue durée.

En outre, les probabilités de réussite professionnelle pour quelqu'un issu d'une famille aisée sont nettement plus grandes. Cela ne tient pas que du bon vouloir ou de l'effort de chacun, comme l'a montré le sociologue français Pierre Bourdieu sur la reproduction sociale que le groupe socialiste combat en mettant tout en œuvre afin de donner les meilleures opportunités au plus grand nombre.

Il importe aussi de mettre un terme à cette hypocrisie qui consiste à laisser travailler et exploiter des centaines de personnes alors qu'elles n'ont pas de permis de travail, conditionné au permis de séjour. Il faut intégrer une appréciation des maladies professionnelles et de la pénibilité au travail qui use les corps et qui tient des citoyens éloignés de leur emploi parfois pendant des semaines. Cela, c'est s'attaquer à la racine des maux, tout en respectant la personne humaine qui a besoin de réponses structurelles à ces enjeux. Faites confiance à l'intelligence, cela solutionne les choses sur du plus long terme. Si les auteurs de la proposition de résolution souhaitent vraiment donner davantage de moyens aux pouvoirs locaux, asbl et écoles, l'orateur les invite à voter le budget 2024.

Cela ne surprendra personne, dit **Mme Soetkin Hoessen**, que Groen trouve que ce n'est pas une bonne idée. Il s'agit d'une proposition pour les personnes qui sont confrontées à de nombreux obstacles dans leur vie quotidienne (garde d'enfants, logement, pauvreté, exclusion sociale, mobilité, problèmes physiques, mentaux ou psychiatriques, ou une combinaison de ces problèmes).

Il est inacceptable de rendre encore plus difficile la recherche d'un emploi pour ces personnes en les bloquant

Wat gaten dichten in de marge van een probleem zal nooit een duurzame oplossing zijn. Ten eerste stijgt de werkgelegenheidsgraad in Brussel sneller dan in de twee andere gewesten en dat is zeer bemoedigend. Het aantal Brusselaars dat een degelijke baan heeft, blijft wel een doelstelling op zich. De PS-fractie is voorstander van een systematische competentiebalans. De ordonnantie daarvoor is net goedgekeurd. De PS-fractie is eveneens voorstander van begeleiding bij het verbeteren van talenkennis, wanneer dat nodig blijkt. Een gebrek aan talenkennis kan immers de toegang tot de arbeidsmarkt belemmeren voor laaggeschoolden. De PS-fractie wil werkzoekenden echter niet veroordelen en stigmatiseren. Ze is voorstander van een samenwerkingsakkoord over een overlappend werkgelegenheids- en opleidingsbeleid, dat de middelen die voortvloeien uit de zesde staatshervorming blijvend maakt. Ze is ook voorstander van de integratie van Bruxelles Formation en de SFPME, alsook van een verhoging van het opleidingsinkomen van 2 euro tot 3 of 4 euro door er geen belastingen op te heffen. Ten slotte pleit de PS-fractie voor een vermindering van de verplichte werkuren om tijd vrij te maken voor gekozen taken. Degenen die geloven dat mensen die lange tijd werkzoekend zijn, niets doen, hebben de arbeidswereld verkeerd begrepen. Mensen kiezen er niet altijd voor om geen baan te hebben. Levensomstandigheden, verwachtingen van werkgevers en het verschijnsel van de werkloosheidsval verklaren ook waarom veel van onze medeburgers langdurig werkloos zijn.

Bovendien zijn de kansen op professioneel succes veel groter voor mensen uit een welgestelde familie. Het hangt niet alleen af van de goede wil of inspanningen van elk individu, zoals de Franse socioloog Pierre Bourdieu heeft aangetoond inzake sociale reproductie. De PS-fractie wil dat verschijnsel bestrijden door er alles aan te doen om zoveel mogelijk mensen de beste kansen te geven.

Er moet ook een einde gemaakt worden aan de hypocriete toestand waarbij honderden mensen wel werken en uitgebuit worden, maar geen werkvergunning hebben omdat die afhankelijk is van een verblijfsvergunning. We moeten ook rekening houden met beroepsziekten en zware lichamelijke arbeid die burgers soms wekenlang van hun werk houden. Dat houdt in dat we de problemen bij de bron moeten aanpakken, met respect voor de mens, die nood heeft aan structurele antwoorden. Vertrouwen op intelligentie zal zaken op de langere termijn oplossen. Als de indieners van dit voorstel van resolutie werkelijk meer middelen willen geven aan lokale besturen, vzw's en scholen, verzoekt de heer Koyuncu hen om de begroting van 2024 goed te keuren.

Het zal niemand verbazen, zegt **mevrouw Soetkin Hoessen** dat Groen dit geen goed idee vindt. Het betreft een voorstel voor mensen die met veel drempels te maken hebben in het dagelijks leven (kinderopvang, huisvesting, armoede, sociale achterstand, mobiliteit, fysieke, psychische of psychiatrische problemen of combinaties ervan).

Het die mensen nog moeilijker maken om een job te vinden door ze twee dagen per week vast te zetten met een

deux jours par semaine dans une occupation qui ne garantit pas d'évolution vers un emploi durable. C'est aussi ce que les administrations locales dénoncent, comme l'a montré une enquête du Knack publiée en mai dernier.

En outre, nous constatons que le système démarre très laborieusement en Flandre. La date limite d'adhésion au système par les administrations locales a déjà été repoussée à plusieurs reprises et, à la fin du mois de mai, seules 48 d'entre elles y avaient adhéré.

Même la recherche scientifique sur des systèmes similaires tels que le « workfare » au Royaume-Uni n'indique pas qu'ils entraînent réellement une augmentation des mises à l'emploi des chômeurs de longue durée. L'effet net sur l'emploi est inférieur à 1 % après deux ans.

Il semble donc que cette mesure soit essentiellement une brimade symbolique. Sauf qu'elle peut également nuire au marché du travail. Par exemple, aux Pays-Bas (qui ont un système similaire de contrepartie), un balayeur de rue de La Haye qui a été licencié à 50 ans en raison d'économies balayait à nouveau les rues de La Haye trois ans plus tard pour conserver ses allocations. Les craintes exprimées par les syndicats au sujet de ce système sont donc fondées.

Que pouvons-nous faire pour réduire le nombre de chômeurs de longue durée dans la Région ? Pas de service communautaire obligatoire, mais plutôt des parcours sur mesure. Cela peut se faire, par exemple, en orientant les personnes vers des emplois appropriés dans des entreprises de travail adapté. Nous ne devons pas perdre de vue que de nombreux chômeurs de longue durée sont confrontés à des problèmes très spécifiques et complexes qui leur rendent l'accès au marché du travail régulier très difficile et qu'ils n'ont vraiment pas besoin de davantage de brimades, mais plutôt de plus parcours sur mesure.

Une sorte de stage dans l'économie sociale conduit à son érosion.

Le bilan de compétences qui vient d'être introduit en Région bruxelloise apporte une réponse, à tout le moins partielle. Il s'agit d'un accompagnement ciblé et d'un renforcement des capacités du demandeur d'emploi, et non de mesures d'intimidation compliquant encore l'accès à un emploi durable pour le demandeur d'emploi.

Il faut accompagner les chômeurs de longue durée vers des expériences professionnelles pertinentes et des emplois durables. Le passage vers le marché du travail régulier est très difficile. Il ne faut pas les enfermer dans un service communautaire symbolique.

M. Francis Dagrín rappelle que, déjà en 2014 puis en 2016, le gouvernement fédéral avait mis ce projet de service communautaire obligatoire sur la table. Toutes ces tentatives ont échoué. Ces projets concernaient les demandeurs d'emploi avec allocation mais aussi les allocataires au CPAS. L'échec a été le résultat d'une forte mobilisation des syndicats et des importantes oppositions de nombreuses organisations comme la Ligue des droits humains, le réseau wallon de lutte

bezigheid die geen doorstroom naar een duurzame job garandeert, is onaanvaardbaar. Dit is ook wat lokale besturen bovendien aangeven zo bleek uit een bevraging van Knack in het kader van een artikel dat verschenen is vorige mei.

Bovendien zien we dat het systeem in Vlaanderen maar heel moeizaam van de grond komt. De deadline voor lokale besturen om in te tekenen op het systeem is al meerdere keren verlengd en eind mei waren nog maar 48 lokale besturen mee met het verhaal.

Ook wetenschappelijk onderzoek naar systemen zoals het gelijkaardige workfare-systeem in de UK geeft geen enkele indicatie dat dit systeem ook daadwerkelijk leidt tot een hogere tewerkstelling van langdurig werklozen. Het netto-tewerkstellingseffect is minder dan 1 procent na twee jaar.

Het lijkt dus vooral een symbolische pestmaatregel te zijn. Ware het niet dat het ook schade kan toebrengen aan de arbeidsmarkt. Zo blijkt uit voorbeelden uit Nederland (waar men het gelijkaardige systeem van de 'tegenprestatie' kent) dat bv. een straatveger uit Den Haag die wegens besparingen op zijn vijftigste zijn ontslag kreeg, drie jaar later opnieuw de Haagse straten stond te vegen om zijn uitkering te behouden. De vrees die geopperd wordt door de vakbonden rond dit systeem is dus gegrond.

Wat kunnen we dan wel doen om het aantal langdurig werklozen te verminderen in het Gewest? Geen verplichte gemeenschapsdienst, maar meer inzetten op trajecten op maat. Dit kan bv. door mensen toe te leiden naar gepaste arbeid in maatwerkbedrijven. We moeten niet blind zijn voor het feit dat heel wat langdurig werklozen met heel specifieke en complexe problematieken worden geconfronteerd waardoor instroom op de reguliere arbeidsmarkt nu eenmaal erg moeilijk is en dan hoeven ze echt niet extra gepest te worden. Laten we ze meer trajecten op maat aanbieden.

Een soort stage in de sociale economie leidt tot de uitholling ervan.

En daar biedt ook de net ingevoerde competentiebalans in het Brussels gewest een minstens gedeeltelijk antwoord op. Het gaat om doelgerichte begeleiding, en versterking van de werkzoekende, niet om pestmaatregelen om het de werkzoekende nog moeilijker te maken een duurzame tewerkstelling te vinden.

Langdurig werklozen moet men naar relevante werkervaring en duurzame jobs begeleiden. Doorstroming naar de reguliere arbeidsmarkt is erg moeilijk. Niet vastzetten in een gemeenschapsdienst omwille van een 'voor wat hoort wat' symboliek.

De heer Francis Dagrín wijst erop dat de federale regering het idee van een verplichte gemeenschapsdienst al in 2014 en opnieuw in 2016 op tafel had gelegd, maar al die pogingen mislukten. De ontwerpen betroffen zowel werkzoekenden met een uitkering als OCMW-begunstigden. Die mislukking was het resultaat van een sterke mobilisatie van de vakbonden en aanzienlijke tegenstand van talrijke organisaties zoals de Ligue des droits humains, het Réseau

contre la pauvreté, ATD quart monde Belgique qui avaient rédigé ensemble des motions.

Que reprochaient ces organisations à l'idée d'un service communautaire obligatoire ? Tout d'abord, la notion de « travail forcé » inquiète. Elle s'oppose à la liberté de choisir sa profession. Ensuite, il faut offrir un vrai emploi avec un vrai contrat de travail et un salaire correct, ce qui n'est absolument pas le cas d'un service communautaire obligatoire tel que proposé.

L'opposition était aussi justifiée par le fait que ces faux emplois allaient remplacer de bons emplois déjà existants ou à créer. Le cas de Harris, balayeur de rue à La Haye est emblématique. Aux Pays-Bas, ce système existe depuis 2008. Harris avait été licencié par la ville pour faire des économies. En 2016, il avait été réembauché avec dans le cadre du service communautaire obligatoire pour exécuter exactement le même travail.

Une fois de plus, on assiste à une stigmatisation et à une culpabilisation individuelle des chômeurs, alors que, même en déduisant les offres d'emploi en attente de candidats, il manque minimum 60.000 emplois à Bruxelles. Il est impératif d'offrir une aide humaine aux demandeurs d'emploi qui ont perdu confiance en eux-mêmes, ce qui est souvent le cas pour les chômeurs de longue durée, via un accompagnement personnalisé d'un coach d'Actiris. Leur proposer un emploi « hamburger » est une erreur qui risque de casser le peu de confiance en soi qu'il leur reste. Pour toutes ces raisons, le groupe PTB s'opposera à cette proposition de résolution

Mme Farida Tahar insiste sur le fait que ce dont les chercheurs d'emploi ont véritablement besoin, c'est un travail durable et de qualité, pas d'un gadget contreproductif et contraignant. Ils ont besoin d'un accompagnement individualisé, personnalisé, de bilan de compétences. Ce que veulent les chercheurs d'emploi, actifs dans leur recherche d'emploi, c'est qu'on puisse réellement leur proposer un travail qui correspond véritablement à leurs besoins et en adéquation avec les besoins des entreprises.

Quand les auteurs de la proposition s'attaqueront-ils aux véritables causes structurelles qui produisent le chômage dans notre pays, à savoir les inégalités sociales, les discriminations en tout genre ? Quand renverseront-ils le paradigme plutôt que de mettre systématiquement des sparadraps sur des plaies béantes, pour s'interroger sur les causes qui produisent un taux de chômage important dans certains milieux. Ce n'est pas uniquement une question de compétences puisque, là, des solutions existent avec le bilan des compétences récemment adopté. Le groupe N-VA propose d'instaurer le travail forcé qu'il appelle « service communautaire obligatoire » pour les demandeurs d'emploi de longue durée et le présente comme un stage d'activation de l'expérience professionnelle qui viserait à renforcer ou améliorer les compétences. Sans même parler des montants dérisoires et indignes qui viendraient s'ajouter au complément de chômage. C'est à se demander s'ils souhaitent vraiment insérer les demandeurs d'emploi, ce qui appelle un travail durable. Il ne sert à rien de mettre des

wallon de lutte contre la pauvreté en ATD Vierde Wereld, die samen moties opstelden.

Op meerdere vlakken hadden ze bezwaren tegen het idee van een verplichte gemeenschapsdienst. Ten eerste baart het begrip "gedwongen arbeid" zorgen. Het druist in tegen de vrijheid van beroepskeuze. Ten tweede moeten mensen een volwaardige baan aangeboden krijgen met een echt arbeidscontract en een fatsoenlijk loon en dat is absoluut niet het geval met de voorgestelde verplichte gemeenschapsdienst.

Hun verzet was ook ingegeven door het feit dat zulke nepbanen in de plaats zouden komen van degelijke banen die al bestonden of nog moesten worden gecreëerd. Het geval van Harris, een straatveger in Den Haag, is veelzeggend op dat vlak. In Nederland werd de verplichte gemeenschapsdienst ingevoerd sinds 2008. Harris werd door de stad ontslagen omdat die wilde besparen. In 2016 werd hij opnieuw aangenomen in het kader van een verplichte gemeenschapsdienst om precies hetzelfde werk te doen.

Wederom worden werkzoekenden gestigmatiseerd en individueel verantwoordelijk gesteld voor hun situatie, terwijl er in Brussel minstens 60.000 banen ontbreken, zelfs als we het aantal niet-ingevulde vacatures daarvan aftrekken. Vele langdurig werkzoekenden hebben hun zelfvertrouwen verloren. Het is dan ook essentieel om hun menselijke hulp te bieden aan de hand van een gepersonaliseerde begeleiding door een coach van Actiris. Het is een soort 'hamburgerbaan' opleggen is een vergissing en dreigt het kleine beetje zelfvertrouwen dat ze nog hebben, te vernietigen. Om al die redenen zal de PTB-fractie tegen dit voorstel van resolutie stemmen.

Mevrouw Farida Tahar benadrukt dat werkzoekenden nood hebben aan volwaardig, degelijk en duurzaam werk in plaats van contraproductieve en gedwongen gadgetinstrumenten. Ze hebben behoefte aan individuele en persoonlijke begeleiding en aan een competentiebalans. Wat werkzoekenden die actief op zoek zijn naar werk echt willen, is werk aangeboden krijgen dat aan hun behoeften voldoet en dat aansluit bij de behoeften van bedrijven.

Wanneer zullen de indieners van dit voorstel de echte structurele oorzaken van de werkloosheid in ons land aanpakken, namelijk sociale ongelijkheid en allerlei vormen van discriminatie? Wanneer zullen ze het paradigma omdraaien en in plaats van telkens wat pleisters op gapende wonden te plakken kijken naar de oorzaken die ten grondslag liggen aan de hoge werkloosheidsgraad in bepaalde gebieden? Het is niet alleen een kwestie van vaardigheden, want daarvoor bestaan er oplossingen dankzij de onlangs goedgekeurde competentiebalans. De N-VA-fractie stelt voor om gedwongen arbeid voor langdurig werkzoekenden in te voeren, maar noemt het een "verplichte gemeenschapsdienst" en stelt het voor als een werkervaringsstage die zagezegd gericht is op het versterken of verbeteren van vaardigheden. Om nog maar te zwijgen van de bespottelijke en onwaardige bedragen die zouden worden toegevoegd aan de werkloosheidsuitkering. Ik vraag me af of ze werkzoekenden echt willen integreren, want dat vereist duurzaam werk. Het

personnes au travail forcé pendant une petite période sous prétexte que quand elles auront balayé les rues, aidé dans des structures scolaires, elles auront acquis des compétences supplémentaires qui feraient en sorte de résoudre le problème du chômage. Ce n'est pas sérieux.

L'oratrice concède qu'il y a du travail derrière cette proposition de résolution dont elle partage les constats. Elle s'inquiète du taux de chômage élevé dans certaines communes. Cependant, la députée s'inscrit dans une démarche d'insertion des chercheurs d'emploi durablement, et non au moyen de gadgets de mise à l'emploi précaire. Des dispositifs existent, comme l'article 60, intéressant sous certains aspects. Il faut renforcer l'accompagnement des chercheurs d'emploi pour que leurs compétences soient en adéquation avec ce que les entreprises recherchent. Il faut également que les chercheurs d'emploi puissent répondre aux besoins dans les métiers en pénurie.

Des chercheurs d'emploi disposent des compétences mais sont discriminés. Tous les rapports annuels d'Unia mettent en exergue que des personnes surqualifiées vivent encore des discriminations sur le marché de l'emploi. Ni la N-VA, ni le MR n'en parlent, pas plus que tous les demandeurs d'emploi qui ne disposent pas du titre de séjour. Ce sont des personnes qui souhaitent vraiment participer à l'essor économique. Elles veulent aussi payer des impôts, être vues comme une valeur ajoutée au sein de notre Région et nous fermons les yeux. Il est de notoriété publique qu'elles travaillent dans des circuits informels. Voilà comment nous pourrions aussi augmenter le taux d'emploi au niveau. Le groupe Ecolo veut que l'emploi ne soit pas seulement quantitatif, mais aussi de qualité. Il ne votera pas cette proposition de résolution, en grande partie pour sa dimension contraignante et paternaliste.

M. Emmanuel de Bock souligne que le groupe DéFI partage la préoccupation principale des auteurs, à savoir le fait que le nombre de chercheurs d'emploi de longue durée reste assez important. Il s'agit de personnes qui demeurent assez éloignées de l'emploi. Tout doit être mis en œuvre pour les ramener sur le chemin de l'emploi. Le texte propose des dispositifs qui ressemblent à d'autres qui fonctionnent déjà comme l'emploi d'insertion en économie sociale, mis en place sous Didier Gosuin, ou les dispositifs ALE qui rencontrent les mêmes objectifs et activités.

En outre, DéFI revendique une différence majeure quant à l'approche et à la solution à adopter. Nombreuses formations favorisent une approche dure, brutale visant à obliger et à sanctionner les chômeurs, alors que DéFi promeut des mesures positives de nature à augmenter le niveau de qualification des chercheurs d'emploi et à les ramener sur le chemin de l'emploi. Cela se matérialise notamment par l'ordonnance relative au bilan des compétences récemment adoptée. Ce bilan sera suivi d'un plan d'accompagnement individuel en mobilisant prioritairement les actions de formation. En effet, la formation reste le levier le plus adéquat afin d'améliorer les compétences. Pour cette raison, l'orateur réitère toute sa confiance au ministre de l'Emploi dont l'efficacité n'est plus à démontrer au vu des beaux résultats

heeft geen zin om mensen voor een korte periode gedwongen arbeid te doen verrichten onder het voorwendsel dat ze door een tijdje straten te vegen of op scholen te helpen de nodige vaardigheden zullen verwerven om uit de werkloosheid te raken. Dat is gewoon niet ernstig.

Mevrouw Tahar erkent dat dit voorstel van ordonnantie gebaseerd is op veel voorbereidend werk en is het eens met de bevindingen. De hoge werkloosheid in sommige gemeenten baart haar zorgen. Ze is echter voorstander van een langetermijnaanpak om werkzoekenden in te schakelen, in plaats van gadgetmaatregelen die leiden tot precair werk. Bovendien bestaan er maatregelen, zoals artikel 60-jobs, die in bepaalde opzichten interessant zijn. We moeten werkzoekenden beter ondersteunen om ervoor te zorgen dat hun vaardigheden overeenkomen met wat bedrijven zoeken. Werkzoekenden moeten ook kunnen voorzien in de behoeften van knelpuntberoepen.

Er zijn ook werkzoekenden die wel over de nodige vaardigheden beschikken, maar die gediscrimineerd worden. In alle jaarverslagen van Unia komt naar voren dat overgekwalificeerde personen nog steeds gediscrimineerd worden op de arbeidsmarkt. Noch de N-VA, noch de MR spreken daarover, noch over alle werkzoekenden die geen verblijfsvergunning hebben. Dat zijn mensen die echt willen deelnemen aan de economische ontwikkeling van het gewest. Ze willen ook belastingen betalen en gezien worden als een meerwaarde voor het gewest, maar wij kijken weg. Het is algemeen bekend dat die personen in de informele economie werken. Dat aanpakken is ook een manier om de werkgelegenheidscijfers op te krikken. De Ecolofractie wil dat werkgelegenheid niet alleen kwantitatief, maar ook kwalitatief is. Ze zal niet voor dit ontwerp van resolutie stemmen, vooral vanwege de dwingende en paternalistische dimensie ervan.

De heer Emmanuel De Bock benadrukt dat de DéFI-fractie de voornaamste bezorgdheid van de indieners deelt, namelijk het feit dat het aantal langdurig werkzoekenden vrij hoog blijft. Het betreft mensen die nog ver van de arbeidsmarkt verwijderd zijn. Alles moet in het werk gesteld worden om hen terug aan het werk te krijgen. De tekst stelt oplossingen voor die vergelijkbaar zijn met andere maatregelen met dezelfde doelstellingen en activiteiten en die al goed werken, zoals de inschakelingsbanen in de sociale economie, die ingevoerd werden door voormalig minister Didier Gosuin, of de PWA-contracten.

DéFI streeft evenwel naar een heel andere aanpak en heel andere oplossingen. Veel partijen zijn voorstander van een harde, brutale aanpak die erop gericht is werkzoekenden te dwingen en te straffen. DéFI pleit echter voor positieve maatregelen die erop gericht zijn om werkzoekenden meer vaardigheden bij te brengen en hen opnieuw naar de arbeidsmarkt toe te leiden. Dat vertaalt zich onder meer in de onlangs goedgekeurde ordonnantie betreffende de competentiebalans. Die balans wordt gekoppeld aan een individueel begeleidingsplan, dat prioritair gericht is op opleiding, want dat blijft immers de meest geschikte hefboom om vaardigheden te verbeteren. Daarom herhaalt de heer De Bock dat hij het volste vertrouwen heeft in de minister van Werk. Gezien de mooie resultaten die de laatste jaren zijn

enregistrés ces années au niveau du taux de chômage et du taux d'activité obtenus grâce à une action publique forte, résolument tournée vers un accompagnement de qualité et l'augmentation du niveau de qualification des demandeurs d'emploi.

Par ailleurs, des personnes sont aujourd'hui chercheurs d'emploi en raison de parcours familiaux. Elles arrivent avec leur conjoint et leurs enfants et repartent seul, se retrouvant à pratiquer une langue étrangère sans avoir eu accès à toutes les formations sur place et en devant d'abord s'inscrire dans un parcours de langue. L'orateur salue également le travail de Bruxelles Formation et du VDAB à cet égard, dont on sous-estime l'importance. Enfin, il invite à relativiser les chiffres eu égard au fait que Bruxelles est une capitale internationale, ce qui mériterait une analyse plus fine du profil des chercheurs d'emploi avant de se lancer dans de nouveaux dispositifs.

Au vu de tous ces éléments, le groupe Défi votera contre la proposition de résolution.

M. Gilles Verstraeten n'est pas entièrement surpris par les réactions qu'il a entendues. Certaines sont plus apocalyptiques que d'autres. Certaines réactions sont drôles, d'autres sont teintées d'hypocrisie.

Il remercie Mme Zamouri pour sa contribution constructive. Soutiendra-t-elle la proposition ? Elle est en effet séduite par l'idée, mais voudrait trouver plus de détails dans la proposition, ce qui n'a délibérément pas été fait. La Flandre n'est pas Bruxelles. Une référence à la Flandre semblait nécessaire. Elle peut être un guide sans être un copier-coller. La rémunération de 1,3 euro brut de l'heure peut soulever des questions et les membres de la commission l'ont critiquée. On peut en effet s'interroger. La situation pour les personnes peu qualifiées est différente à Bruxelles. Il y a moins d'emplois que de candidats. Lorsqu'un poste de caissier se libère à Bruxelles, vingt curriculum vitae affluent immédiatement. En Flandre, il y a une pénurie de main-d'œuvre. C'est pourquoi, nous devons pouvoir moduler le système à Bruxelles, et M. Verstraeten s'y dit ouvert. Les principes généraux, comme le chômage de longue durée, sont importants. Le dispositif est conçu comme un complément aux autres mesures du parcours d'accompagnement. Le système permet de prouver que l'on est capable de se mettre à travailler. Bruxelles compte 40.000 chômeurs de longue durée, dont la moitié est au chômage depuis plus de cinq ans.

Mme Farida Tahar estime qu'il faut enfin s'attaquer à la cause structurelle du chômage, à savoir les inégalités et les discriminations. Cela n'explique pas tout et les Belges ne sont pas d'incorrigibles racistes qui font de la discrimination, souligne M. Verstraeten. L'explication est que notre marché du travail est particulièrement rigide, avec des salaires minimums élevés et une législation stricte en matière de licenciement. Les employeurs recrutent les chômeurs de longue durée avec beaucoup d'appréhension en raison de leurs doutes sur leur capacité à s'activer. Un tel stage court permet d'acquérir des compétences et constitue une sorte de preuve d'employabilité professionnelle. Il lève les doutes des employeurs.

behaald op het vlak van de werkloosheids- en werkgelegenheidscijfers, heeft die zijn krachtadigheid reeds bewezen, dankzij een sterk overheidsoptreden dat resoluut gericht is op een kwaliteitsvolle begeleiding en de ontwikkeling van de vaardigheden van werkzoekenden.

Bovendien zijn er ook mensen die werkloos zijn vanwege hun familiale achtergrond. Ze komen hier aan met hun partner en kinderen en komen uiteindelijk alleen te staan. Dan moeten ze een vreemde taal gebruiken terwijl ze ter plaatse nog niet de nodige opleiding hebben gekregen en zich dus eerst moeten inschrijven voor een taaltraject. De heer De Bock is verheugd over het werk van Bruxelles Formation en de VDAB op dat gebied, waarvan het belang vaak onderschat wordt. Tot slot roept hij op om de cijfers in perspectief te plaatsen, aangezien Brussel een internationale hoofdstad is, wat een meer gedetailleerde analyse van het profiel van de werkzoekenden zou vereisen alvorens nieuwe programma's op te starten.

Om al die redenen zal de DéFI-fractie tegen het voorstel van resolutie stemmen.

De heer Gilles Verstraeten is niet totaal verbaasd van de reacties die hij gehoord heeft. De ene is al apocalyptischer dan de andere. Sommige reacties zijn grappig, andere zijn getekend door hypocrisie.

Hij dankt mevrouw Zamouri voor haar constructieve bijdrage. Zal zij het voorstel steunen? Zij is immers gewonnen voor de idee maar wou meer details terugvinden in het voorstel wat bewust niet is gebeurd. Vlaanderen is Brussel niet. Een verwijzing naar Vlaanderen leek nodig. Het kan een leidraad te zijn zonder copy/paste te zijn. De vergoeding van 1,3 euro bruto/uur kan vragen doen rijzen en de commissarissen hebben dit bekritiseerd. Men kan dit inderdaad optrekken. De toestand in Brussel voor laagopgeleiden is verschillend. Er zijn minder jobs dan kandidaten. Wanneer een job van kassierster vrijkomt in Brussel dan stromen meteen 20 cv's binnen. In Vlaanderen is er een tekort aan arbeidskrachten. Daarom moet men in Brussel het systeem kunnen moduleren en de heer Verstraeten staat hier voor open. De algemene principes zijn wel van belang zoals de lange werkloosheid. Het is bedoeld als een complement naast de andere maatregelen van het begeleidingstraject. Door het systeem levert men het bewijs dat men in staat is om aan de slag te gaan. In Brussel telt men 40.000 langdurig werklozen waarvan de helft het langer is dan 5 jaar.

Mevrouw Farida Tahar zegt dat men eindelijk de structurele oorzaak van werkloosheid moet aanpakken en verwijst hierbij naar ongelijkheden en discriminaties. Dit verklaart niet alles en Belgen zijn niet onverbeterlijke racisten die discrimineren. Wel is de verklaring dat onze arbeidsmarkt bijzonder rigide is, met hoge minimumlonen en een streng ontslagrecht. Werkgevers werven met veel schroom langdurig werklozen aan omwille van de vraag of zij zich wel zullen kunnen inschakelen. Een dergelijk korte stage geeft een competentie en vormt een soort van bewijs dat men professioneel inzetbaar is. Een twijfel wordt hierdoor weggenomen bij werkgevers.

M. Hasan Koyuncu a mentionné une série de mesures, par exemple concernant le congé-éducation. Ce sujet a précisément été l'une des toutes premières questions soulevées par M. Verstraeten en tant que nouveau député. Il souhaite réformer ce congé et le rendre plus attractif. Des mesures s'imposent si cela ne fonctionne pas. Aucun seuil n'est établi et augmenté parce qu'elles existent déjà.

N'accepter que le travail durable et de qualité, comme le souhaite Groen, relève de la pensée magique. Notre marché du travail est tel que les chômeurs de longue durée n'y ont pas accès. La législation en matière de licenciement est trop rigide et les employeurs ne veulent pas s'engager tout de suite par rapport aux employés ayant ces antécédents. Nous dépensons des milliards en subventions et en mises à l'emploi sous contrat article 60 sans obtenir les résultats escomptés. Les personnes ayant des problèmes complexes doivent bénéficier d'exceptions. Les débuts en Flandre ont été difficiles, mais 76 communes y participent désormais. Le PTB et Groen ne peuvent citer qu'une seule et même anecdote d'un balayeur de rue à La Haye, ce n'est donc pas impressionnant. On peut également lire les études d'Ive Marx sur le « workfare ». Que sont un faux emploi et un bon emploi ? Laisser les gens libres est une chose, mais s'agit-il de la liberté de rester dans la misère ?

Mme Soetkin Hoessen pense plutôt que c'est faire preuve de pensée magique que de vouloir introduire un système dont l'inefficacité a été prouvée au niveau international.

Mme Khadija Zamouri souligne à nouveau les nuances de son argumentation. Le service communautaire est intéressant si des options et des choix sont maintenus. Il doit alimenter l'intérêt vis-à-vis du travail. Il ne s'agit pas de travail forcé. Il doit avoir une valeur ajoutée qui débouche sur des emplois, au même titre que d'autres mesures. Le manque de nuance est une lacune de la proposition. L'évaluation devrait y être intégrée. En effet, il ne s'agit pas de licencier quelqu'un pour lui permettre d'effectuer le même travail dans le cadre d'un service communautaire. Ces personnes devraient avoir le choix du secteur dans lequel elles souhaitent travailler et ne pas être obligées de travailler là où il y a des besoins. Le processus d'activation est ainsi amorcé. Lors de la visite aux Pays-Bas dont il a été question, les gens qui se promenaient avec des personnes âgées ont spontanément déclaré qu'elles aimaient le faire. Avec des obligations et de la coercition, on s'y prend mal. L'objectif est d'être payé là où l'on réalise un travail communautaire et d'y être engagé durablement. Mme Zamouri s'abstiendra lors du vote car ce système doit être affiné.

M. Alain Vander Elst fait observer que ce n'est pas parce que le MR n'aborde pas la lutte contre les discriminations dans chaque intervention qu'il ne s'engage pas dans cette lutte. Ce groupe a déposé plusieurs textes dans ce sens. Toute discrimination est insupportable dans une logique d'égalité des chances et d'émancipation de chacun, fondement de l'engagement libéral.

M. Hasan Koyuncu déclare avoir une vision progressiste de la société, contrairement à la vision conservatrice qui sous-

De heer Hasan Koyuncu noemt een reeks maatregelen op rond bijvoorbeeld educatief verlof. Dit onderwerp vormde precies een van de allereerste vragen van de heer Verstraeten als nieuw parlementslid die dit verlof wil hervormen en aantrekkelijk maken. Er zijn maatregelen nodig als het niet lukt. Er worden geen drempels ingevoerd en verhoogd want die bestaan reeds.

Het is magisch denken vanwege de groene fractie om enkel duurzaam en kwalitatief werk te aanvaarden. Onze arbeidsmarkt is dusdanig dat langdurig werklozen hiervoor niet in aanmerking komen. Het ontslagrecht is te rigide en werkgevers willen zich niet meteen hiertoe verbinden voor werknemers met deze voorgeschiedenis. Wij geven miljarden uit aan subsidies en "art. 60"-mensen zonder het gewenste resultaat. Mensen met complexe problemen dienen uitzonderingen te genieten. De start in Vlaanderen kent moeilijkheden maar onderhand zijn er 76 gemeenten die deelnemen. Als de PTB en Groen slechts één en dezelfde anekdote kunnen aanhalen van de straatveger uit Den Haag dan is dit niet indrukwekkend. Men kan ook de studies van Ive Marx nalezen over workfare. Wat is een "faux emploi" en een "bon emploi"? Mensen vrijlaten is een zaak maar is dit dan de "liberté de rester dans la misère?"

Mevrouw Soetkin Hoessen denkt veeleer dat het getuigt van magisch te willen denken om een systeem te willen invoeren waarvan internationaal bewezen is dat het niet werkt.

Mevrouw Khadija Zamouri onderstreept opnieuw de nuances van haar betoog. Gemeenschapsdienst is interessant als het altijd opties en keuzes blijft behouden. Het moet de waardering voor werk aanwakkeren. Het gaat hier niet over dwangarbeid. Het moet een meerwaarde betekenen die leidt naar jobs samen met andere initiatieven. Een tekort in het voorstel is het gebrek aan nuance. De evaluatie moet erin geïntegreerd worden. Het gaat er inderdaad niet om iemand te ontslaan om hem dezelfde job te laten verrichten als gemeenschapsdienst. Deze mensen moeten de keuze hebben in welke sector ze graag zouden werken en niet verplicht zijn te werken waar er nood is. Het activeringsproces wordt zo op gang gebracht. In het aangehaald bezoek in Nederland vertelden de mensen die gingen wandelen met ouderen spontaan dat zij dit graag deden. Met verplichtingen en dwang is men fout bezig. Bedoeling is om waar ze de gemeenschapsjob uitvoeren betaald te worden en er vast aangeworven te worden. Mevrouw Zamouri zal zich onthouden bij de stemming want men dient dit systeem te verfijnen.

De heer Alain Vander Elst wijst erop dat het feit dat de MR de strijd tegen discriminatie niet in alle betogen vermeldt, niet betekent dat de MR zich daar niet voor inzet. De MR-fractie heeft overigens verschillende teksten ingediend op dat vlak. Elke vorm van discriminatie is onaanvaardbaar in een logica van gelijke kansen en individuele emancipatie, waarop het liberale engagement berust.

De heer Hasan Koyuncu verklaart dat hij een progressieve visie op de samenleving heeft, in tegenstelling

tend la proposition de résolution. C'est de l'esclavagisme moderne : 1,30 euro brut de l'heure pour des chercheurs d'emploi de longue durée. Totalement inacceptable. Le PS n'acceptera jamais une telle formule complètement déconnectée de la réalité.

M. Gilles Verstraeten répond que les 1,3 euro brut de l'heure s'ajoutent aux allocations de chômage. Si l'on n'accepte pas de travailler dans un secteur que l'on aime et que l'on ne se rend pas disponible sur le marché de l'emploi, on perd ses allocations. Les frais de garde d'enfants et d'autres frais sont pris en compte. Un montant de 1,3 euro, c'est effectivement peu, mais il s'agit d'une sorte de stage. On peut penser à une exception pour les personnes qui suivent une formation à temps plein. Il ne s'agit pas d'une forme moderne d'esclavage. L'objectif est que les gens accèdent à un emploi durable. Trente ans de politique du PS ont abouti à une pauvreté amère, avec des gens qui se heurtent à une bureaucratie qui les empêche de travailler. Quand on parle aux chauffeurs d'Uber, ils disent que les gens qui veulent travailler en sont empêchés. Par pur opportunisme, le PS veut-il mettre en place un esclavage de la dépendance en refusant aux gens l'opportunité de devenir autonomes ? Des accusations exagérées de la part du PS conduisent à des déclarations similaires de la part de la N-VA. La campagne semble avoir commencé.

III. Discussion des considérants et des tirets du dispositif

Le texte n'appelant aucun commentaire, la présidente décide de passer immédiatement au vote sur l'ensemble.

IV. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution

L'ensemble de la proposition de résolution est rejetée par 10 voix contre 4 et 1 abstention.

- *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse

Khadija ZAMOURI

La Présidente en séance

Clémentine BARZIN

tot de conservatieve visie die ten grondslag ligt aan dit voorstel van resolutie. Die bevat een vorm van moderne slavernij. Een bedrag van 1,30 euro bruto per uur voor langdurig werkzoekenden is volstrekt onaanvaardbaar. De PS zal een dergelijke formule, die volledig losstaat van de realiteit, nooit aanvaarden.

De heer Gilles Verstraeten antwoordt dat de 1,3 euro bruto/uur bovenop de werkloosheidsuitkering komt. Als men niet aanvaardt om binnen een sector die men graag wil een job uit te oefenen en zich niet beschikbaar stelt voor de markt dan verliest men zijn uitkering. Er is kinderopvang en er worden andere kosten in aanmerking genomen. 1,3 euro is inderdaad aan de lage kant maar het gaat hier over een soort stage. Men kan een uitzondering bedenken voor mensen die een voltijdse opleiding volgen. Dit is geen moderne vorm van slavernij. Bedoeling is dat mensen duurzaam aan de slag gaan. Dertig jaar PS-beleid heeft geleid tot bittere armoede met mensen die aanlopen tegen de bureaucratie die hen verhindert om te werken. Als men met Uber-chauffeurs praat dan zeggen zij dat men mensen die het willen verhindert om te werken. Wil de PS uit bruut opportunisme een afhankelijkheids-slavernij opzetten waarbij men mensen de kans ontnemt om autonoom te worden? Overdreven beschuldigingen van de kant van de PS leiden tot soortgelijke uitspraken vanwege N-VA. De campagne lijkt van start te zijn.

III. Bespreking van de consideransen en de streepjes van het verzoekend gedeelte

Aangezien de tekst geen commentaar uitlokt, beslist de voorzitter over te gaan tot de stemming over het geheel.

IV. Stemming over het geheel van het voorstel van resolutie

Het geheel van het voorstel van resolutie wordt verworpen met 10 stemmen tegen 4, bij 1 onthouding.

- *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

Khadija ZAMOURI

De Voorzitter van de vergadering

Clémentine BARZIN